

Abou Charaf part en guerre contre le relâchement dans la prévention contre le virus

On prêche la distanciation sur le territoire, mais on ne l'applique pas dans les avions, dénonce un doyen de faculté de médecine.

Claude ASSAF

Après les décisions successives du Conseil des ministres de décréter un déconfinement en cinq phases, puis un reconfinement total de quatre jours qui devrait prendre fin lundi à l'aube, le président de l'ordre des médecins, Charaf Abou Charaf, a mis en garde hier contre tout relâchement dans les mesures de prévention liées au coronavirus. M. Abou Charaf a appelé le gouvernement à appliquer avec fermeté les mesures qu'il adopte, et les Libanais à se conformer aux recommandations des pouvoirs publics, tout en alertant contre une deuxième vague à laquelle le système de santé aurait des difficultés à faire face. « Le pays ayant réussi à affronter le coronavirus grâce à une mobilisation générale de deux mois et demi, il faut maintenant les efforts de cette première étape pour éviter le risque de propagation de l'épidémie », a déclaré M. Abou Charaf lors d'une conférence de presse tenue à l'issue d'une réunion avec les doyens des facultés de médecine au Liban, à la Maison du médecin (Furn el-Chebbak). « Il faut pour cela renforcer les mesures prises par l'État et s'assurer que les citoyens respectent la mobilisation générale », a-t-il ajouté.

M. Abou Charaf a notamment



La réunion de Charaf Abou Charaf avec les doyens des facultés de médecine, hier, à la Maison du médecin. Photo DR

dénoncé des « failles » dans les procédures de la deuxième phase de rapatriements entamée fin avril, invitant les autorités à imposer aux personnes qui veulent regagner le pays de subir des tests de dépistage dans les pays où ils se trouvent et d'en administrer de nouveau à l'arrivée à l'aéroport de Beyrouth, puis de se mettre en « quatorzaine » dès leur arrivée, à charge pour les pouvoirs compétents d'assurer le suivi de leur confinement. La décision du gouvernement de fixer au 25 mai la reprise des cours dans les écoles et universités a été également critiquée par les participants. « Il faut reporter l'ouverture des écoles, universités et crèches », indique un communiqué publié au terme de la réunion, appelant en outre à « reconsidérer la déci-

sion de rouvrir les grandes surfaces, les restaurants et les lieux de culte ».

« Déconfinement désorganisé »

Pour le doyen de la faculté de médecine de l'Université Saint-Joseph, Roland Tomb, qui a participé à la réunion, « ce que nous avons gagné grâce à la période de confinement, nous allons le perdre à cause du déconfinement désorganisé ». « Sur quelles bases médicales et scientifiques ce déconfinement progressif a-t-il eu lieu ? déclare-t-il à *L'Orient-Le Jour*. Pourquoi a-t-il été permis aux grandes surfaces de rouvrir (le 25 mai, en principe) alors qu'ils accueillent des dizaines de clients en même temps ? Quant aux restaurants, même s'ils ne sont pas autorisés à exploiter leur totale capacité de contenance, ils ne respectent pas

les mesures de distanciation physique requises, du fait même de la configuration de gens qui s'assoient à une même table. » Le Dr Tomb critique d'autre part les erreurs commises dans les derniers vols de rapatriement, évoquant la détection de 35 cas de coronavirus en provenance du Nigeria. « On prêche la distanciation sur le territoire, alors qu'on ne l'applique pas dans les avions », dénonce-t-il. Et pour ce qui est de l'efficacité des nouvelles mesures de fermeture prises par l'État, le Dr Tomb émet des doutes. « Plusieurs secteurs seront actifs, et il n'y aura pas d'interdiction absolue de circuler », note-t-il, estimant que « ce que le gouvernement a décrit comme un bouclage pendant quatre jours ne correspond en réalité qu'à un simple confinement ».